



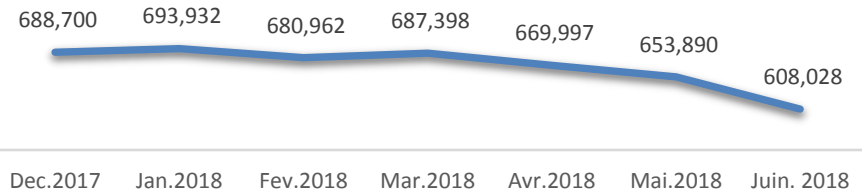
## 1. Tendence de la situation de protection



**Déplacements forcés de la population** : au 30 juin 2018, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) en RCA est estimé à **608 028** individus composés de 249 522 personnes sur les sites, 354 017 personnes estimées dans les familles d'accueil et 4 489 personnes estimées en brousse. En comparant ce chiffre à la situation de déplacement de fin mai 2018 où le nombre de PDI était estimé à **653 890**, il est constaté **une diminution de 7%** de PDI. Et en comparant à la situation de déplacement en fin décembre 2017 où les PDI étaient estimés à 688 700, il y a une diminution de 12% à la fin du premier semestre. Selon le HCR, 577 820 centrafricains sont réfugiés dans les pays limitrophes, en fin juin 2018.

**Retour des déplacés internes** : les partenaires de la CMP ont rapporté le retour de 46 353 PDI, dont 41 670 dans la sous-préfecture de Paoua. Les autres zones concernées par le retour de PDI étaient dans la sous-préfecture de Batangafo (3 575), la sous-préfecture de Kaga-Bandoro (1 076), la sous-préfecture de Carnot (19) ainsi que la sous-préfecture de Berberati (13). Selon les rapports de la CMP, plus de 167 000 PDI sont retournés au cours du premier semestre 2018.

### Evolution de PDIs de janvier à juin 2018



## CHIFFRES CLES



**608 028**  
Personnes déplacées



**249 522**  
Personnes déplacées sur sites



**354 017**  
Personnes déplacées en familles d'accueil



**1 293**  
Incidents de protection

**Incidents de protection** : du 1er au 30 juin 2018, **1 293 incidents** de protection ont été rapportés par le monitoring de protection effectué par DRC, Mercy Corps, COOPI et INTERSOS, en partenariat avec l'UNHCR ainsi que par OXFAM dans les préfectures de la Nana-Mambéré, Mambéré-Kadéi, l'Ouham-Pende, la Nana-Grebizi, l'Ouham, l'Ouaka, la Kemo et la ville de Bangui. La plupart de ces actes sont le fait d'éléments des groupes armés.

**Alerte précoce** : la Ligne Verte 4040 a reçu 1 081 appels dont 3% ont été émis par des filles, 6% par des garçons, 13% par des femmes et 78% par des hommes. Les incidents de protection les plus relayés par les appelants sont les violences physiques (34%), les viols (31%), les assassinats (6%), les enlèvements (6%) et les vols (4%). 44 appels concernaient des alertes sécuritaires relatives aux risques d'attaques des groupes armés, 19 appels demandaient une orientation vers un service de prise en charge et 882 appels demandaient de l'information sur les services offerts par la Ligne Verte 4040.

**Persistence de plusieurs hotspots de protection** : l'environnement de protection dans la ville de Bangui est resté préoccupant mais la situation sécuritaire était beaucoup plus calme par rapport aux deux mois précédents. Au moins 3 corps sans vie, de personnes tuées dans des circonstances non encore élucidées, ont été trouvés dans la capitale. Les villages de retour à Paoua restent d'un intérêt majeur pour les acteurs de protection afin de faire un monitoring de près de leur situation de protection. La période de récolte à venir dans ces villages sera encore cruciale à monitorer vu que les hommes armés pourraient être tentés de s'accaparer des cultures dans les champs, avec une forte probabilité d'incidents sur la population des retournés. Les autres hotspots comprenaient les sous-préfectures de Bambari, Kaga-Bandoro, Ippy, Tagbara, Alindao et Bria en raison de l'intensification de l'activisme des groupes armés. La population déplacée, et à risque, qui se trouvait sur le site de l'évêché à Bangassou, a connu une amélioration de sa situation de protection suite au déploiement des FACA dans la 2<sup>ème</sup> quinzaine de juin. Néanmoins, ça reste une zone d'intérêt pour le monitoring et la réponse de protection.

**Protection de l'enfance** : la situation de la protection de l'enfance est restée très préoccupante dans plusieurs sous-préfectures dont Kaga Bandoro dans la préfecture de la Nana Grebizi, Bambari et Ippy dans la préfecture de l'Ouaka, où il persiste encore plusieurs problèmes de protection de l'enfance, notamment la séparation des enfants de leurs familles en raison des déplacements de la population, l'utilisation des enfants par des groupes armés...Face à cette situation, les acteurs de protection de l'enfance ont continué à apporter la réponse dans les zones accessibles malgré les défis sécuritaires.

### VBG :

- Les cas de VBG continuent d'être enregistrés par les acteurs dans différentes préfectures, particulièrement dans les zones telles que Bambari, Kouango, Ippy, Bria, Kaga Bandoro, Alindao, Zemio et Bangui. Les acteurs de VBG demeurent actifs dans les efforts de prévention et de réponse
- Sur les 1 293 incidents de protection enregistrés par le monitoring de protection en juin, 395 sont relatifs aux violences sexuelles et basées sur le genre
- Dans l'ensemble, 397 cas de VBG ont été rapportés par différents acteurs et dans les localités sus citées.



**52 M**  
fonds  
demandés



**5 340 957 \$**  
des fonds reçus  
(Source FTS, 21 juillet  
2018)

Carte des villes où sont établis le  
cluster et les sous clusters



## MEMBRES

Membres composés du gouvernement,  
ONGI, ONGN, agences des Nations  
Unies

## 2. Principales réponses mises en œuvre par les membres du Cluster Protection et des sous-clusters

### Prévention et réponse aux VBG

#### Réponse multisectorielle

- 397 personnes survivantes de VBG ont reçu un suivi psycho-social de la part de DRC, INTERSOS, Mercy Corps, COOPI et CLIRA en partenariat avec l'UNHCR et l'UNFPA ainsi que par l'unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UMIRR). Parmi celles-ci 107 ont bénéficié de prise en charge médicale, 63 de prise en charge psychologique et 70 d'assistance juridique. Les mêmes acteurs ont facilité 23 séances de médiation entre les personnes survivantes et leurs familles.
- L'UMIRR à elle seule a pris en charge 233 personnes survivantes de VBG dont 220 de sexe féminin et 13 de sexe masculin. Cela inclut 56 mineures. Ce résultat témoigne de l'importance de l'approche holistique avec l'implication du Gouvernement.

Prévention et sensibilisation sur les services : 2 346 personnes ont été sensibilisées sur des thèmes relatifs aux VBG, aux services de prise en charge existants, ainsi qu'au sort tragique des enfants nés de la guerre et leurs droits, y compris à l'occasion de la célébration de la journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit. Ces activités ont été menées à Paoua, à Bria, à Batangafo, à Berberati et à Kaga-Bandoro par OXFAM, INTERSOS et Mercy Corps en partenariat avec l'UNHCR ainsi que par les organisations de femmes musulmanes et chrétiennes.

Cadre stratégique : le Premier Ministre a signé le 07 Juin 2018 un arrêté interministériel instituant un comité national et technique de lutte contre les VBG, les pratiques néfastes et le mariage d'enfants. Ce comité prend en compte la dynamique humanitaire et constitue une opportunité pour adresser des problématiques liées notamment à l'amélioration des services de prise en charge.

### Protection de l'enfance

#### Traçage des enfants et réunification familiale

- Préfecture de l'Ouham : 4 enfants non accompagnés (ENA), dont 2 filles, identifiés par Plan International à Nana Bakassa, ont été réunifiés avec leurs familles à Sibut et à Bangui.
- Préfecture de l'Ouaka : 28 ENA et enfants séparés (ES), dont 13 filles, ont été identifiés et placés dans les familles d'accueil à Bambari, Ippy et Tagbara par Esperance, en partenariat avec UNICEF. La même organisation poursuit le suivi de 31 ENA et ES identifiés en avril.
- Préfecture de l'Ouham-Pendé : 23 ENA et ES, dont 8 filles, identifiés à Paoua ont été réunifiés avec leurs familles dans la même ville par AFRBD en partenariat avec UNICEF. 95 autres ES, dont 43 filles, identifiés à Paoua ont bénéficié d'un appui en Kits NFI.

#### Encadrement des enfants dans les espaces amis d'enfants

- Préfecture de la Nana-Grebizi : 1 644 enfants, dont 913 filles, ont participé à des activités socio-récréatives et d'appui psychosocial organisées par Plan International à Kaga Bandoro.
- Préfecture de l'Ouaka : l'ONG Esperance, partenaire de l'UNICEF, a mis en place 3 espaces amis d'enfants dont 2 à Ippy et 1 à Tagbara ainsi que 2 autres espaces amis d'enfants mobiles dont l'un à Seco et l'autre à Bornou. Ces nouveaux espaces s'ajoutent à 2 autres que la même organisation avait mis en place à Bambari, mais dont les activités avaient été suspendues en mai à cause de l'insécurité. 1 534 enfants dont 526 filles ont été encadrés dans ces espaces en juin.
- Préfecture de l'Ouham-Pendé : 6 360 enfants, dont 2 039 filles, sont encadrés dans les espaces amis d'enfants à Paoua par AFRBD, partenaire de l'UNICEF

#### Sensibilisation sur les droits de l'enfant

- 40 membres des RECOPES de Bornou, dont 13 femmes, ont été formés par Esperance, partenaire de l'UNICEF, sur les notions de prise en charge des enfants en situation d'urgence
- Dans le cadre de la commémoration de la journée mondiale contre le travail des enfants, OXFAM a sensibilisé 4 058 personnes comprenant 2 029 enfants (1060 garçons et 969 filles), 1 116 femmes et 913 hommes sur les conséquences du travail des enfants et la maltraitance des enfants.

### Logements Terres et Biens (LTB)

- Restitution : une mosquée et 14 maisons ont été restituées par les mécanismes communautaires dans la sous-préfecture de Sosso-Nakombo, préfecture de la Mambéré-Kadéï, avec l'appui de NRC, en partenariat avec l'UNHCR.
- Appui technique aux autres projets et organisations : NRC a apporté un appui technique à PU dans le cadre de la mise en œuvre de son projet de soutien à la redynamisation du quartier Kokoro 1, à Bangui à travers la formation de 17 autorités et leaders communautaires, dont 4 femmes.
- Renforcement des capacités : des formateurs (TOT) composés des autorités locales, des leaders communautaires et des membres des comités LTB ont sensibilisé 1 836 personnes, dont 963 femmes, sur la protection des droits LTB et le règlement collaboratif des conflits dans les préfectures de la Mambéré-Kadéï et de la Nana-Mambéré.

## 3. Défis majeurs

- Le contexte sécuritaire volatile dans les hotspots, couplé à la perception ou à la suspicion à l'égard de certains membres des structures communautaires de protection font que plusieurs d'entre eux deviennent hésitant à rapporter sur la situation de protection, par peur de représailles. L'accès humanitaire reste toujours un défi majeur.

#### CONTACTS

Jacques Ajaruvwa, Coordinateur du Cluster Protection en RCA, email: [ajaruwva@unhcr.org](mailto:ajaruwva@unhcr.org)

Amira Diallo, Coordinatrice du sous-cluster VBG, email: [adiallo@unfpa.org](mailto:adiallo@unfpa.org)

Justin Kaseke, Co-facilitateur du sous-cluster Protection de l'enfance, [justin.kaseke@plan-international.org](mailto:justin.kaseke@plan-international.org)